

**AP 28 mars 2019 :**  
**Interventions de Myriam Martin**

Rapport 2, « mobilités »:

Nous nous sommes abstenus déjà en décembre car le plan Mobilités qui a certes le mérite d'exister et de proposer quelques mesures, n'est pas un plan suffisamment ambitieux et répond par quelques mesures de saupoudrage, à court terme, à des problèmes pérennes qui nécessitent une planification écologiste et démocratique sur le long terme, avec des mesures qui répondent aux besoins sociaux exprimés par nos concitoyen-n-e-s, aux impératifs écologiques et qui puissent être élaborées démocratiquement avec les habitant-e-s (et pas sans eux et elles voire pire contre eux-elles).

Les propositions faites et présentées au sein du rapport, télétravail et production de bioGNV peuvent interroger :

télétravail et ses dangers (désocialisation, piège pour les femmes, difficultés pour déconnecter etc.) même si la proposition de la région en la matière est prudente, c'est une solution qui favorise et encourage l'individualisme.

Production de bioGNV à interroger donc quand elle est adossée à la méthanisation, or pb avec des unités de méthanisation industrielles et/ou surdimensionnées et qui posent des pbs de pollution. Curieux donc de présenter la production de bioGNV comme préservant l'environnement.

Propositions à envisager comme un tout social et écologique :

- développement et moyens aux trains du quotidien
- préserver les dessertes locales et s'opposer donc aux fermetures de gares et de guichets
- tarification très sociale, voire gratuite en fonction du public (salaires modestes, chômeurs, précaires, jeunes)

Quelques exemples qui peuvent et doivent s'inscrire dans une logique de transition écologique.

En réalité pour répondre au réchauffement climatique et aux besoins de nos concitoyens, il faudrait imaginer réinventer un service public des transports : lutter contre les inégalités sociales c'est offrir au plus grand nombre et tout particulièrement dans les territoires mal desservis en transport en commun, une offre régulière et abordable.

Se pose de plus en plus la question de la gratuité des transports urbains, pourquoi ne pas étendre cette possibilité au delà?

Mais globalement il s'agit pour le politique d'avancer clairement en faveur d'un service public ferroviaire, sinon le désastre environnemental et sinon le désastre environnemental et les inégalités sociales d'accès au transport se poursuivront.

## Débat sur la réforme du bac

Tout d'abord le procédé du ministre et du gouvernement : c'est pas de débat, pas de concertation et réformer par décret pour éviter au maximum les débats.

Mais surtout ces réformes celle du bac et du bac pro : c'est la mise en avant du principe d'inégalité et le refus de l'école pour tous et toutes.

Certes l'égalité républicaine est mise à mal depuis pas mal de temps par les suppressions de postes notamment qu'on a connues après 2002.

Cette réforme n'est pas une réforme de plus mais une réforme mortifère pour l'école. Elle s'attaque au service public de l'éducation nationale qu'il met en danger.

Elle crée des inégalités entre les territoires des grandes métropoles et des lycées ruraux où de nombreux enseignements seront moins proposés dans les lycées ruraux et périphériques en ce qui concerne les spécialités, les options artistiques, les langues anciennes et vivantes notamment.

Il ne faut pas oublier que cette réforme s'inscrit dans le cadre de milliers de suppressions de postes. Ce qui aura pour effet en plus des classes surchargées, dans les classes et les groupes de spécialité, des classes qui pourront accueillir jusqu'à 37 élèves.

Cette réforme va provoquer et accélérer la mise en concurrence des disciplines au sein des établissements, mais aussi celles des lycées entre eux, déjà présentes avec parcoursup.

Les élèves subissent l'injonction de s'orienter le plus tôt possible, de fait dès la fin de la troisième, de n'être obnubilés que par cela. C'est la logique d'initiés pour ceux et celles qui « possèdent les codes », c'est une logique de tri social qui se met en place.

Aussi ne nous étonnons pas du choix difficiles de nombreux-ses professeur-e-s de démissionner de leur poste de professeurs principaux. Nous comprenons les mobilisations de la jeunesse en décembre dernier, nous comprenons et entendons les inquiétudes fondées des élèves et des familles.

Je souhaite faire une incise concernant les LP car les réformes Blanquer concernent aussi le bac pro. Là aussi les coupes sombres sont à l'œuvre : des spécialités regroupées sans aucun sens, des suppressions d'heures d'enseignements, appauvrissement jusqu'à la médiocrité des programmes, ce qui indique le mépris dans lequel est tenu ce public élèves souvent issu de milieux modestes.

Ces réformes n'ont reçu le soutien d'aucune organisation syndicale, ni de celles organisant les lycéens, ni le soutien des parents d'élèves.

Cette réforme doit être combattue jusqu'au bout, il y va de l'avenir de l'école. Ce qui a été fait peut être défait.